

# 1er MAI: POUR DES REVENDICATIONS “POLITIQUES” ...

*“Messieurs, il nous faudra nous résoudre à accorder, bientôt, une augmentation de salaires à nos personnels; si nous ne le faisons pas, leurs syndicats nous l'imposeraient. Donnons de 2 à 3%, pour ne pas avoir à céder aux 5% minimum qu'ils exigèrent... ».*

Ainsi s'exprimait récemment une personnalité devant les chefs d'entreprises qu'elle avait convoqués. On ne peut pas dire que ces propos rencontrèrent l'enthousiasme de l'auditoire, mais chacun se rendit à la logique du raisonnement, pour parer aux manifestations revendicatives que la conjoncture économique porte en germe.

Le glissement à «gauche» du Congrès Force Ouvrière qui témoigne d'un sursaut d'une base qui était, hier encore, divisée par le choix des solutions, indique très clairement que les actions revendicatives dont la C.G.T. voulait conserver l'initiative, vont se développer, gagnant plusieurs secteurs d'industrie.

En Province, parce que les abattements de zones et les réductions d'horaire sont plus sensibles que dans la région parisienne, les syndicats, sous l'impulsion des travailleurs, préparent les cahiers de revendications et envisagent les moyens propres à les faire aboutir. Comme il est probable que les manifestations ou grèves de province ne seraient pas sans être suivies par la R.P., les représentants du patronat veulent les éviter.

Ainsi dans la parfumerie et les produits chimiques, secteurs d'industrie où les ouvriers sont les moins rétribués, donc plus perméables, la propagande syndicaliste en vue d'une action, une augmentation de 3% sera accordée au mois de mai, sans que les syndicats ouvriers de la corporation ne soient consultés.

Ce n'est qu'un premier cas. Sous forme de prime, bien souvent, dans les secteurs les moins éprouvés par le ralentissement de la production, les patrons tentent de juguler, par des ajustements dérisoires, les mouvements qu'ils tentent en puissance.

Mais ces miettes, les travailleurs ne sont pas disposés à les accepter. Principales victimes de l'opération Rueff-Pinay, ils semblent décidés à agir. Les réactions du prolétariat aux élections municipales, l'hostilité grandissante à la poursuite de la guerre d'Algérie, malgré les promesses de paix, prouvent que les hommes en ont assez de faire les frais d'une politique qu'ils désapprouvent. Et il semble qu'ils soient décidés dans les jours prochains à extérioriser leurs rancœurs.

Ce 1er mai, après tant d'autres gâchés, sera celui du sursaut. Les centrales syndicales, longtemps séparées de l'action, chercheront le rapprochement nécessaire. La motion du Congrès de Force Ouvrière, où il est déconseillé et non plus interdit, de rechercher l'unité avec la C.G.T. signifie que des actions communes seront inévitables sur le plan professionnel. Ni le gouvernement, ni le patronat, ni les chefs syndicaux ne pourront éviter que les travailleurs s'allient pour faire triompher leurs revendications. Mais ces revendications, pour être fructueuses, devront être essentiellement axées sur un programme révolutionnaire, tenant compte de la nécessité que cessent les sacrifices en Algérie. Les hausses de salaires, des revendications économiques, qui négligeraient l'aspect politique de fond du problème social seraient condamnées d'avance, puisque le gouffre financier d'Alger resterait béant.